



Assemblée générale

Soixante et unième session

Documents officiels

Distr. générale
6 février 2007
Français
Original : anglais

Cinquième Commission

Compte rendu analytique de la 26^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 4 décembre 2006, à 10 heures

Président : M. Yousfi (Algérie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Saha

Sommaire

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007
(*suite*)

Plan-cadre d'équipement (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

06-63939 (F)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 117 de l'ordre du jour : budget-programme de l'exercice 2006-2007 (suite)

Plan-cadre d'équipement (suite) (A/61/5 (vol. V), A/61/549 et A/61/595)

1. **M. Golovinov** (Fédération de Russie) dit que sa délégation, qui attache une grande importance à la mise en œuvre rapide du plan-cadre d'équipement, a noté que le Secrétaire général, dans son quatrième rapport annuel sur la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement (A/61/549), a fait état d'une augmentation sensible des coûts. Par ailleurs, au cours des dernières années, les autorités de l'État et de la ville de New York n'ont guère coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, en particulier pour ce qui est du bâtiment destiné à accueillir les locaux provisoires (UNDC-5) que doit construire la United Nations Development Corporation (UNDC), alors que l'Organisation non seulement fait partie intégrante de la vie new-yorkaise, mais encore constitue un élément crucial de l'économie de la ville et que, de surcroît, les travaux de construction liés au plan-cadre d'équipement présenteront pour celle-ci des intérêts économiques encore plus grands. Les autorités du pays hôte n'ont en outre pas accordé de prêt sans intérêt à l'Organisation des Nations Unies. Au contraire, les États Membres ont perdu plusieurs années à attendre que le pays hôte apporte une contribution appropriée, pendant lesquelles le coût des travaux de construction s'est accru de plusieurs centaines de millions de dollars. L'Organisation est en droit d'attendre que le pays hôte participe plus substantiellement au financement du plan-cadre d'équipement et que la ville et l'État de New York fournissent toute l'assistance possible pour résoudre les difficultés matérielles qui pourraient survenir.

2. Au paragraphe 35 de son rapport, le Secrétaire général a indiqué que l'Organisation des Nations Unies devra fournir des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit. La délégation russe relève que ces instruments, qui coûteront entre 3 et 21 millions de dollars aux États Membres, ne sont exigés qu'en vertu des règles régissant le secteur du bâtiment aux États-Unis, alors que selon les informations fournies par le Secrétariat lors de sa soixantième session, pareille exigence n'a jamais été imposée à aucun organisme du système des Nations Unies par le passé. À cet égard, la délégation russe accueille avec satisfaction la

proposition présentée par le Secrétaire général, conformément à la résolution 60/282 de l'Assemblée générale, tendant à instituer un mécanisme permettant de garantir que les États Membres qui ont versé intégralement et en temps voulu leurs contributions au plan-cadre d'équipement n'auront à assumer aucune obligation financière ou de toute autre nature découlant de l'emploi qui pourrait être fait des instruments de crédit pour financer les arriérés de paiement d'autres États Membres.

3. Les déclarations antérieures du Secrétariat montrent clairement que la stratégie de reconstruction échelonnée du bâtiment du Siège qui a été approuvée a été élaborée sur la base de la structure et des programmes actuels des services, et n'implique aucune modification des méthodes ou du lieu de travail ni de la programmation d'aucun service ou département. En d'autres termes, les services de l'ONU, qui seront temporairement installés dans des locaux provisoires, réintégreront tous ensuite les locaux qu'ils occupaient auparavant.

4. Compte tenu de l'ampleur du projet et de la délégation de vastes pouvoirs qu'il est proposé d'accorder à la société chargée des travaux de construction, il est essentiel de veiller au strict respect des règles et procédures de gestion de l'Organisation ainsi que des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. La délégation espère que le Bureau des services de contrôle interne et le Comité des commissaires aux comptes exerceront un contrôle strict des opérations de sélection de la société chargée des travaux et de la procédure suivie pour les nombreux appels d'offres concurrentiels qui seront ensuite émis à l'intention des sous-traitants.

5. Étant donné que l'exécution rapide et en temps voulu du plan-cadre d'équipement sera avant tout fonction du versement régulier des fonds nécessaires, la délégation russe envisage favorablement la proposition du Secrétaire général tendant à allouer les montants nécessaires pour financer les travaux prévus pour l'année 2007. Elle reconnaît également la nécessité de créer une réserve opérationnelle. Toutefois, dans la mesure où la mise en recouvrement d'une contribution à verser en une fois ou un panachage entre cette dernière et la mise en recouvrement d'une contribution à verser sur plusieurs années permettrait, en théorie, d'éviter de recourir à des instruments de crédit ou encore d'en réduire sensiblement le coût, elle serait prête à envisager la

possibilité de prévoir des mesures d'incitation pour les États Membres qui souhaiteraient effectuer un versement forfaitaire correspondant à la totalité de la part qui leur incombe au titre de l'exécution du plan-cadre d'équipement.

6. Pour ce qui est du montant total du budget du plan-cadre d'équipement proposé par le Secrétaire général, compte tenu de l'instabilité de la situation financière de l'Organisation, les États Membres se trouvent confrontés à une décision difficile en ce qui concerne l'évaluation des avantages d'ordre pratique qu'offrent les options additionnelles, dont le coût s'élève à 230,4 millions de dollars. La délégation russe posera plusieurs questions à ce sujet au Secrétariat lors des consultations officieuses. Elle attend avec intérêt de coopérer de manière constructive avec les autres délégations dans le cadre des travaux de la Cinquième Commission.

7. **M. Al-Ajmi** (Koweït) dit que, compte tenu de l'importance capitale du plan-cadre d'équipement pour la rénovation et la modernisation du Siège de l'Organisation des Nations Unies, qui sont nécessaires pour permettre à celle-ci d'accomplir sa mission, la Commission devrait adopter un projet de résolution de façon à garantir que les travaux soient terminés dans les délais et avec le budget prévus. Sa délégation est convaincue que l'on trouvera rapidement et à la satisfaction de toutes les parties une solution pour l'établissement du barème des quotes-parts. Le Koweït, qui soutient sans réserve l'Organisation, a l'intention de s'acquitter rapidement et intégralement de sa quote-part, sans aucune condition, et espère que les autres États Membres s'engageront de la même manière. De grands progrès ont été accomplis, mais il faut instaurer une coordination et une coopération plus étroites entre les délégations et le Secrétariat.

La séance est levée à 10 h 20.